

Bruxelles, le 21 janvier 2025

Mme Ursula von der Leyen
Présidente de la Commission
européenne
Rue de la Loi 200
1049 Bruxelles, Belgique

Objet : Préoccupations des organisations confessionnelles concernant la proposition
Omnibus

Chère Madame von der Leyen,

Depuis de nombreuses années, la société civile, ainsi que les organisations religieuses et confessionnelles, font pression pour que l'Union européenne se dote d'une législation relative à la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement (HREDD), afin que les personnes victimes des négligences d'une entreprise puissent obtenir justice. En 2023, plus de [200 leaders religieux ont soutenu cette initiative en faveur de la responsabilité des entreprises](#). De même, en 2020, [plus de 230 évêques catholiques ont collaboré avec des groupes de la société civile et des citoyens pour réclamer une législation en la matière](#). Par conséquent, l'adoption de la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité en juillet 2024 représente une victoire importante pour celles et ceux qui protègent la planète Terre et la dignité humaine contre les effets néfastes des pratiques des entreprises guidées par le profit.

Suite à votre annonce du 8 novembre 2024 concernant une proposition d'amendement de trois piliers clés du Pacte Vert européen par le biais d'une loi Omnibus - la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD en anglais), la Directive sur le reporting en matière de développement durable des entreprises (CSRD en anglais) et le Règlement sur la taxonomie - les signataires de cette lettre constatent des risques significatifs pour les dossiers déjà adoptés. **Nous vous demandons instamment de sauvegarder ces lois européennes sur la responsabilité des entreprises, de confirmer leur calendrier de transposition et de mise en œuvre et de garantir une transparence totale dans le processus Omnibus.** Comme le souligne la [déclaration des organisations de la société civile](#), la proposition serait incompatible avec les valeurs que l'UE s'est engagée à défendre, à savoir la démocratie, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits humains.

Cette proposition engendre une profonde incertitude pour les États qui ont déjà entamé leur processus de transposition. En outre, de nombreuses entreprises se préparent déjà à se conformer à ces réglementations et demandent à la Commission de les éclaircir et de les guider, afin d'établir des règles du jeu équitables et d'éviter le chaos. Plus important encore, la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité est un instrument clé pour la protection des droits fondamentaux des personnes et des communautés affectées par les activités des entreprises, pour la prévention des violations des droits humains et de l'environnement par les entreprises, et pour la défense de notre maison commune. C'est pourquoi, sa mise en œuvre ne peut être retardée.

L'Union européenne ne doit pas revenir sur les avancées déjà réalisées en ce qui concerne le Pacte Vert européen. Madame von der Leyen, avec tout notre respect, nous vous exhortons à garantir des conditions équitables pour la protection des droits humains, de l'environnement et du climat de l'environnement et du climat, et ce, au moyen de perspectives claires, d'une sécurité juridique et de directives de mise en œuvre rapides et approfondies.

Meilleures salutations,

Signataires :

Floris Faber	Représentant de l'UE & Chef de bureau	ACT Alliance UE
Eva Ekelund	Directrice adjointe	ACT Église de Suède
Lieve Herijgers	Directrice	Broederlijk Delen
Maria Nyman	Secrétaire générale	Caritas Europa
Jonas Schneider Sigrid Kickingereeder	Président Directrice	Mouvement catholique des enfants (Katholische Jungschar) et DKA Autriche
Jean-François Dubost	Directeur du plaidoyer	CCFD-Terre Solidaire
Rosamond Bennett	Directrice générale	Christian Aid Ireland
Josianne Gauthier	Secrétaire générale	CIDSE
Maria Moser	Directrice	Diakonie Österreich
Tomi Järvinen	Directeur exécutif	Finn Church Aid (FCA)
Andrea Stocchiero	Directeur du Plaidoyer	FOCSIV Italie
Mary Tere Guzmán	Directrice exécutive	Fondation Alboan
Martin Hayes	Évêque – Coordinateur Laudato Si'	Conférence des Évêques catholiques d'Irlande
Markus Schlagnitweit	Directeur	Katholische Sozialakademie Österreichs - (Académie catholique d'études sociales d'Autriche) - ksoe
Anja Appel	Directrice	KOO Autriche
Cecilia Pilar Gracia	Présidente nationale	Manos Unidas
Bernd Bornhorst	Directeur général de la coopération internationale	Misereor (Organisation de la conférence des évêques catholiques allemands pour la coopération au développement)
Martha Inés Romero	Secrétaire générale	Pax Christi International
Michael Chalupka	Évêque	Église protestante d'Augsburg
Lukas Hauser Bettina Növer	Président Pasteure du service de la jeunesse	Jeunesse protestante d'Autriche (Evangelische Jugend Österreich)
Caoimhe de Barra	Directrice générale	Trócaire